

FRANCE | CHRONIQUE

PAR FRANÇOISE FRESSOZ

L'exécutif affronte une grave crise de confiance

Emmanuel Macron rattrapé par le terrorisme, c'est du pain béni pour Marine Le Pen qui, depuis samedi 5 octobre, frappe là où cela fait mal : l'Etat protecteur a été gravement pris en défaut de vigilance. La préfecture de police de Paris et en son sein le service le plus sensible, celui du renseignement, abritait un individu converti à l'islam radical qui a tué trois policiers et un agent administratif, ses anciens collègues. La tête du ministre de l'intérieur, demandée avec force cris par le Rassemblement national et une partie de la droite, ne pèse en réalité rien au regard du traumatisme que soulève cette tuerie. L'Etat est apparu à découvert dans ses fonctions régaliennes et, quelle que soit la personnalité chargée d'incarner le maintien de l'ordre, ce sera dur à faire oublier.

Le drame intervient dans un contexte problématique pour l'exécutif. Le climat dans le pays n'est pas bon. Les membres du gouvernement et de la majorité en ont hautement conscience. Pas un, ces derniers temps, qui ne fasse le décompte des nombreux signaux d'alerte émis. Il y a d'abord l'incapacité des ministres et du premier d'entre eux à crédibiliser la parole publique après l'incendie de l'usine Lubrizol, classée Seveso, à Rouen. Plus de 5000 tonnes de produits dangereux sont parties en fumée dans la nuit du 25 au 26 septembre, créant une psychose dans la population que les pouvoirs publics ont le plus grand mal à contenir.

Il y a ensuite ces foyers de mécontentements persistants dans la police, chez les pompiers, dans l'éducation nationale, aux urgences, révélateurs de souffrances et de dysfonctionnements dans des secteurs-clés qui structurent le modèle français. Il y a encore ces tensions de plus en plus fortes dans les territoires ruraux entre les agriculteurs aux abois et les écologistes à l'offensive.

Il y a enfin *« cette espèce de paranoïa ambiante »* pointée par le chef de l'Etat lors du débat sur les retraites jeudi 3 octobre, à Rodez (Aveyron), qui conduit, selon lui, un certain nombre de *« gens »* à *« douter de tout, même des scientifiques »*. Mis bout à bout, ces différents éléments illustrent la gigantesque crise de confiance qu'affronte l'exécutif et la difficulté qu'il éprouve à reprendre la main.

LE CLIMAT DANS LE PAYS N'EST PAS BON. LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT ET DE LA MAJORITÉ EN ONT HAUTEMENT CONSCIENCE

Duel dangereux

Ce n'est, certes, pas la première fois. Cela devient même une constante dans l'histoire des quinquennats. A un moment, une rupture psychologique se produit, qu'il est très difficile de colmater. La confiance est rompue et avec elle disparaît l'optimisme sur lequel surfait le vainqueur de la présidentielle. Sous Nicolas Sarkozy, c'est la crise de 2008 qui avait rompu le charme et fait oublier la promesse de lendemains qui chantent après le double mandat chiraquien. Sous François Hollande, c'est l'accumulation d'attentats terroristes qui avait plombé l'ambiance et fait oublier la promesse du *« changement, c'est maintenant »*. Sous Emmanuel Macron, c'est le mouvement des « gilets jaunes » qui a mis en lumière les multiples fractures dont souffre le pays et fait dire au président de la République que plus rien ne serait comme avant.

On ne peut reprocher au chef de l'Etat de manquer de lucidité sur la situation, lui qui a tout fait pour installer un duel dangereux avec Marine Le Pen. Au lendemain du grand débat national, Emmanuel Macron avait identifié devant ses ministres les trois crises qu'il aurait à gérer et qui, selon lui, remontent à loin : la crise du pouvoir d'achat qu'il a tenté de colmater dans le projet de budget pour 2020, au prix d'un renoncement sur la réduction de la dette publique ; la crise territoriale qui nécessitera, pour être résorbée, une énième répartition des tâches entre le pouvoir central et les collectivités locales ; la crise migratoire sur laquelle surfe depuis des années le Rassemblement national sans que la majorité soit en état de lui opposer, à ce jour, une doctrine claire et consensuelle. A cela s'ajoute l'urgence écologique, qui met en tension toute la société, aiguillonnée par les jeunes générations de moins en moins enclines à pardonner l'aveuglement de leurs aînés.

Le diagnostic ne souffre guère de contestation mais la réponse apportée à cette accumulation inédite de crises apparaît faible : la décentralisation promise avance à tout petits pas, la conversion écologique est à peine esquissée. Quant au régalien, il reste le maillon faible du mandat, alors que s'exprime une demande de protection de plus en plus forte. On attend toujours la prise de position du chef de l'Etat sur la laïcité, l'intégration et le vivre-ensemble.

Comme ces deux prédécesseurs susnommés, Emmanuel Macron a en réalité le plus grand mal à se départir de sa trajectoire de départ. Il reste convaincu qu'il a été élu pour accoucher d'un nouveau modèle social. D'où son insistance à porter la réforme des retraites, celle qu'il avait annoncée durant sa campagne électorale de 2017, celle qui doit, à l'horizon de quinze à vingt ans, déboucher sur un système universel par points.

Le chef de l'Etat la présente comme *« un projet de société »* visant à refonder *« le pacte avec la nation »*. Or, un certain nombre de professions, refusant de « se faire tondre », sont entrées en rébellion. Une partie des ministres est sceptique. Des proches du chef de l'Etat sonnent publiquement l'alarme, à l'instar d'Alain Minc qui, dans *Le Parisien* (6 octobre), juge l'entreprise *« anxiogène »* à un moment où l'exécutif ne peut s'offrir le luxe d'accroître encore la défiance.

Seulement, hormis la réforme des retraites, il n'y a plus grand-chose dans la besace de l'exécutif pour prouver qu'il est encore capable de faire mouvement. Et c'est bien cette panne qui apparaît aujourd'hui au grand jour, donnant le sentiment d'un exécutif non pas à l'initiative mais à la remorque des événements. ■

LA RÉPONSE APPORTÉE À L'ACCUMULATION INÉDITE DE CRISES APPARAÎT FAIBLE

LA DIPLOMATIE IRRESPONSABLE DE DONALD TRUMP

ÉDITORIAL *Le Monde*

Depuis son arrivée à la Maison Blanche, Donald Trump a souvent agi sur des coups de tête, a multiplié les revirements soudains et les décisions à l'emporte-pièce. Mais la confusion qu'il a semée à propos du retrait des forces américaines de certains secteurs du nord de la Syrie convoités par la Turquie est inouïe et inédite. Provoquant la sidération non seulement de la part des alliés des Etats-Unis, de sa propre administration, mais aussi, une fois n'est pas coutume, de son propre camp politique, le président américain a affaibli la parole de la première puissance mondiale.

« Il est temps pour nous de sortir de ces guerres ridicules et sans fin, dont beaucoup sont tribales », a lancé, lundi 7 octobre, Donald Trump. Peu avant, un communiqué de la Maison Blanche avait annoncé que les Etats-Unis laisseront le champ libre à Ankara, abandonnant ainsi à leur sort les forces kurdes, qui ont assumé l'essentiel de la bataille contre l'organisation Etat islamique (EI).

Une fois de plus, on peut imaginer que cette décision, lourde de conséquences dans la région, a été prise à partir de considérations de politique intérieure américaine. Donald Trump est en campagne pour son second mandat et veut montrer à ses électeurs qu'il tient ses promesses. C'est aussi une diversion, alors que le président américain est menacé d'une procédure d'impeachment pour avoir fait un chantage sur le président ukrainien afin qu'il enquête sur le fils de Joe Biden, son rival dans la course à la Maison Blanche.

Le tollé provoqué par l'annonce de ce retrait précipité a été tel que Donald Trump a été contraint de rétropédaler, ajoutant la confusion à l'ineptie. Même si le président, plus tard dans la journée, ne parlait plus que du départ de quelques dizaines de membres des forces spéciales, le mal est fait sur le plan diplomatique. La séquence a obligé le Pentagone à affirmer qu'il ne cautionne pas l'intervention turque dans le nord de la Syrie, évoquant une opération aux *« conséquences déstabilisatrices »* pour la région. Ce rappel à l'ordre du ministère de la défense à son président en dit long sur le chaos provoqué à Washington.

Ce cafouillage entame u
fiance que peuvent avoir
ceux qui s'étaient engag
« Un allié se doit d'être fi
Emmanuel Macron en
Donald Trump avait une
noncé son intention de
américaines du nord-est d
dent français, aidé par le P
avait alors convaincu son
ricain de renoncer à ce ret
pliqué aussi celui des for
çaises, qui, insuffisantes e
de moyens, ne pouvaient

L'embarras de Paris, la
tale la plus engagée aux
n'en est que plus évident
nuel Macron avait reçu à
gation de dirigeants du
autonome kurde de Syrie
le plein soutien de Pari
n'être désormais que des
mesure ainsi sa mise hor
flit syrien, où elle dépend
cain imprévisible et peu f

Au-delà du manquemer
née, les signes de désen
cain ne font que favorise
l'EI sur fond de chaos da
plus gros mensonge de cet
est que l'EI a été vaincu »
Graham, l'un des piliers
publicaine au Sénat. Un
lui-ci pourrait avoir des
commensurables. ■



BULLETIN **D'ABONNEMENT**

A compléter et à renvoyer à : *Le Monde* - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

173E

OUI, je m'abonne à la **FORMULE INTÉGRALE** du *Monde* pendant 3 mois pour **69€** au lieu de ~~240,50€~~ (prix de vente en kiosque), soit l'accès à l'**Edition abonnés du Monde.fr** 7 jours/7
+ **6 quotidiens** + **tous les suppléments**
+ ***M le magazine du Monde***

Je règle par :
○ Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du *Monde*
○ Carte bancaire : ☐ Carte Bleue ☐ Visa ☐ Mastercard
N° : _____
Expire fin : _____
Notez les 3 derniers chiffres figurant au verso de votre carte : _____
Date et signature obligatoires

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
E-mail : _____
@ _____
☐ J'accepte de recevoir des offres du *Monde*
☐ J'accepte de recevoir des offres des partenaires du *Monde*
Tél. : _____

IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ CHEZ VOUS PAR PORTEUR*

☐ Maison individuelle
☐ Immeuble
☐ Digicode N° _____
☐ Interphone : ○ oui ○ non
☐ Boîte aux lettres :
○ Nominative ○ Collective
☐ Dépôt chez le gardien/accueil
☐ Bât. N° _____
☐ Escalier N° _____
☐ Dépôt spécifique le week-en

*Sous réserve de la possibilité pour nos porteurs de servir votre adresse

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 80, BOULEVARD AUGUSTE-BLANQUI - 75013 PARIS - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 124 610 348,70€. Offre réservée aux nouveaux et valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2019. En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Le Monde*, responsable de traitement, utilise vos données personn les besoins de votre commande, de la relation Client et d'actions marketing sur ses produits et services. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confid l'adresse https://www.lemonde.fr/confidentialite/ ou écrivez à notre Délégué à la protection des données - 80, bd Auguste-Blanqui - 75707 Paris cedex 13, en joignant une votre pièce d'identité.

Tirage du *Monde* daté mardi 8 octobre : 166 369 exemplaires